



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-22-034

**imposant des prescriptions complémentaires et actualisant le tableau de
classement des installations**

société GARNIER ET FILS à SARCELLES

Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 17 janvier 2018 nommant M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 2003 modifié relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 917/2009 du 5 novembre 2009 autorisant la société GARNIER ET FILS à exploiter des installations de stockage et de traitement de déchets métalliques ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune de SARCELLES – 10 rue de Vignolle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-21-027 du 19 mars 2021 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations exploitées par la société GARNIER ET FILS à SARCELLES ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-21-078 du 16 septembre 2021 imposant des prescriptions techniques complémentaires et actualisant le tableau de classement des installations exploitées par la société GARNIER ET FILS à SARCELLES ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-062 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 14 mars 2022 transmis par la société GARNIER ET FILS relatif à l'activité pérenne de transit de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ;

Vu le rapport de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise du 7 avril 2022 ;

Vu l'avis favorable formulé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) dans sa séance du 21 avril 2022 ;

Vu la lettre préfectorale du 2 juin 2022 adressant le projet d'arrêté préfectoral à la société GARNIER ET FILS et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Vu le courriel de la société GARNIER ET FILS du 27 juin 2022 informant le préfet du Val-d'Oise n'avoir aucune observation sur le projet d'arrêté qui lui a été présenté ;

Considérant la tension de la filière de gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) en Île-de-France ;

Considérant que la société GARNIER ET FILS exploite déjà sur son site de SARCELLES une installation de stockage de déchets dangereux relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que la société GARNIER ET FILS a déjà été autorisée temporairement au cours de l'année 2021 à réaliser une activité de transit de DASRI par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2021 susvisé ; que l'exploitant, dans le porter à connaissance du 14 mars 2022 précité, sollicite d'exercer sur son site cette activité de transit de DASRI de manière pérenne ;

Considérant qu'au vu des éléments fournis par l'exploitant dans son porter à connaissance du 14 mars 2022 susvisé, il s'agit d'une modification de son activité nécessitant d'être encadrée par des prescriptions techniques complémentaires ;

Considérant que cette activité de transit de DASRI se fera sans modification du classement des installations du site, dans deux bâtiments du site actuellement non utilisés ;

Considérant que cette modification n'est pas substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ; qu'elle n'est pas soumise à évaluation environnementale en application des critères de l'article R. 122-2 de ce même code ; qu'elle n'est pas soumise à consultation du public en application des dispositions de l'article L. 123-19-2 de ce même code ;

Considérant qu'il y a lieu de faire usage des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, en encadrant par des prescriptions adaptées l'exploitation de cette activité pérenne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1 : La société GARNIER ET FILS, située au 10 rue de Vignolle, à SARCELLES, est tenue de respecter les prescriptions fixées dans le présent arrêté ainsi que celles annexées à l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé portant autorisation de ses installations.

Article 2 : Le tableau de classement des installations exploitées par la société GARNIER ET FILS est actualisé comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2710-1	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	Apport de déchets dangereux par les particuliers	25 t
2710-2	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	Apport de déchets non dangereux par les particuliers	1 500 m ³
2711	E	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques ou électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Stockage et transit de D3E	2 000 m ³
2712	A	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²	Démolition de VHU Véhicules traités : tracteurs, pelles de manutention, chariots élévateurs, camions, etc.	9 000 m ²
2713	E	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	Transit et tri de déchets de métaux	9 000 m ²
2714	E	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Transit et tri de matières usagées contenant des polymères, des papiers, des cartons	27 000 m ³
2718	A	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Transit et tri de déchets pouvant contenir des substances dangereuses	49 t dont : – accumulateurs au plomb – Piles, condensateurs, huiles claires, tubes fluorescents et lampes – DASRI
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Traitement de D3E	
2791	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517,	Utilisation d'une cisaille de 460 kW et	450 t/j

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
		2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	d'un broyeur de 750 kW	
3510	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : – traitement biologique – traitement physico-chimique – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – récupération/régénération des solvants – recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques – régénération d'acides ou de bases – valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution – valorisation des constituants des catalyseurs – régénération et autres réutilisations des huiles – lagunage	Traitement de D3E	22 t/j
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement biologique – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération – traitement du laitier et des cendres – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Transformation des déchets métallurgiques par cisaillement et broyage en matières premières secondaires	450 t/j
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage de D3E	625 t
4725	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	10 t pour le stockage et l'emploi d'oxygène pour la découpage au chalumeau	10 t
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (...). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (...) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t	10 bouteilles de propane de 35 kg), soit 350 kg, pour la découpage au chalumeau	350 kg
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	1 pompe gazole de 5 m³/h et une pompe FOD de 5 m³/h	Volume annuel maximal de carburant distribué : 50 m³ de FOD et 50 m³ de GO

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2925	NC	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	Poste de charge de batteries pour les transpalettes électriques, de puissance maximale de courant continu utilisable de 720 W	0,72 kW
4734	NC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution ; essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	Cuves aériennes de 20 m³ à double compartimentage (10 m³ de FOD et 10 m³ de gazole)	10 m³ de FOD 10 m³ de gazole

Article 3 : La société GARNIER ET FILS est autorisée à exercer une activité de transit et regroupement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) dans un bâtiment annexe de son site et dans l'entrepôt situé au nord du site, tel qu'indiqué dans le dossier de porter à connaissance du 14 mars 2022 susvisé, dans la limite de **40 tonnes maximales de DASRI** susceptibles d'être présents.

Les deux bâtiments en question sont matérialisés sur le plan de masse affiché pour les services de secours en cas d'intervention.

L'accès à ces zones est réservé au seul personnel d'exploitation dédié.

Cette activité est réalisée conformément aux éléments décrits dans le dossier de porter à connaissance du 14 mars 2022 susvisé.

Article 4 : L'activité impliquant des DASRI est réalisée par du personnel formé aux risques spécifiques à ce type de déchets et équipés de protections conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : Seuls les DASRI conditionnés dans des emballages conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 novembre 2003 modifié susvisé sont acceptés sur le site, à l'exception des DASRI conditionnés en sacs en plastique et en papier destinés à la collecte des déchets solides d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

Un examen visuel est réalisé à réception des DASRI. Tout emballage endommagé implique un renvoi des déchets concernés à l'expéditeur. Seuls les emballages indemnes sont réceptionnés.

Les emballages sont manipulés à l'aide d'engins (chariot, transpalettes).

Article 6 : À leur arrivée sur le site, les véhicules apportant les DASRI passent devant le portique de détection de la radioactivité situé au niveau du pont bascule.

Le déchargement des DASRI est réalisé dans une zone de déchargement prévue à cet effet, à proximité immédiate des bâtiments dédiés. Ces zones sont repérées sur le plan du site et indiquées par une signalétique appropriée.

Les conditions d'entreposage des DASRI sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif aux modalités d'entreposage des DASRI susvisé, notamment celles de son article 8.

Article 7 : Les durées d'entreposage des DASRI sur le site permettent de respecter les durées réglementaires entre la production effective des déchets, leur évacuation du lieu de production et leur incinération ou prétraitement par désinfection fixées par les articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 1999 modifié relatif aux modalités d'entreposage des DASRI susvisé.

Article 8 : En cas d'endommagement d'un emballage au cours de sa manipulation, le personnel est en mesure de décontaminer la zone par pulvérisation de virucides et de bactéricides. Des emballages sont mis à disposition pour reconditionnement dans un emballage équivalent.

Article 9 : Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral n° IC-21-078 du 16 septembre 2021 susvisé en matière de prévention du risque incendie et traçabilité des flux réceptionnés et réexpédiés s'appliquent à l'activité de transit de DASRI.

En particulier, la traçabilité des DASRI est assurée conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination de DASRI susvisé.

Article 10 : Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 7 septembre 1999 modifié relatif au contrôle des filières d'élimination de DASRI susvisé, l'exploitant déclare la création de cette installation de regroupement de DASRI auprès du directeur général de l'agence régionale de santé.

Article 11 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SARCELLES et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de SARCELLES pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – 95 027 – Cergy-Pontoise :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

– l’affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l’article R. 181-44 du code de l’environnement ;

– la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l’objet d’un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l’intermédiaire de l’application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l’adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l’environnement, de l’aménagement et des transports d’Île-de-France et le maire de SARCELLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le

30 JUIN 2022

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général

Maurice BARATE

